

# Lutte de classe

## Lang de bois. Suivi de réflexions sur le parti

Je vous propose dans la première partie de ce document quelques morceaux choisis commentés de l'entretien qu'a donné Jack Lang au journal *Le Monde* le 2 juillet 2007, suivi de quelques réflexions sur le parti et la situation actuelle.

Commençons par l'entretien de Lang.

A propos du traité européen proposé par Sarkozy :

" *Quand un pouvoir accomplit un geste positif, il faut savoir le reconnaître pour le pays, mais aussi pour la dignité du débat public. (...) Aujourd'hui, l'actuel président a agi avec rapidité et efficacité en faveur de la relance européenne.* ". Le consensus UMP-PS fonctionne aussi bien après qu'avant les élections, disons plus ouvertement qu'autrefois.

Sur le soi-disant désaccord entre l'UMP et le PS sur le plan nationale :

"*Cela dit, je suis en désaccord idéologique complet avec sa politique intérieure (...)*", parce que les décisions prises par l'Union européenne n'auraient aucun rapport avec la politique mise en oeuvre par les gouvernements successifs depuis plus de deux décennies ? Étrange amnésie de la part de Lang qui oublie que plus de 80% des lois adoptées en France sont en réalité une transposition à la lettre des directives de l'Union européenne.

J'ai lu dans une dépêche de presse que Sarkozy avait approché Lang pour lui proposer une "*mission*", nous verrons dans quelques jours ou semaines s'il l'acceptera comme son collègue Allègre. Étrange démarche de Sarkozy vers un dirigeant du PS qui prétend par ailleurs être en "*désaccord idéologique complet*" avec Sarkozy, vous ne trouvez pas ? Comme dirait l'autre, il n'y a pas de fumée sans feu, non ?

Sur les institutions :

"*On redécouvre une réalité en France : le président concentre tous les pouvoirs.*", pardi, hypocrite, en aurait-il été autrement au cours des 49 années qui viennent de s'écouler ? Souvenez-vous que Mitterrand fut vivement critiqué parce qu'il se comportait comme un "monarque" de droit divin. N'en fut-il pas de même de la part de De Gaulle, Pompidou, Giscard et Chirac ?

La capacité des dirigeants du mouvement ouvrier ou réputés comme tels d'avoir une position à géométrie variable à propos de la constitution que la bourgeoisie s'est donnée me paraît intéressant à analyser brièvement, d'autant plus qu'elle contribue chaque fois à témoigner leur servilité au régime.

Selon la situation sociale et politique, ils ignorent ou feignent d'ignorer qu'il existe une constitution dans ce pays quand cela les arrange, pour être plus précis, pour masquer le fait qu'ils participent de façon permanente à la survie du régime, par exemple en collaborant activement aux institutions de l'État bourgeois, une autre fois, ils la soutiendront ouvertement lorsque les institutions (le chef de l'État principalement) seront frappées ou rattrapées par un scandale politique (Algérie, Rwanda, Clearstream, etc.) ou pour manifester leur parfaite harmonie avec les sommets de l'État (référendum du 29 mai 2005, guerre en Irak, lutte contre le terrorisme, la délinquance, etc.) ou encore lorsqu'elles seront contestées par la mobilisation des masses (émeutes de novembre 2005, mouvement contre le CPE au printemps 2006, etc.), et épisodiquement, par dépit ou le plus souvent lors de campagnes électorales, ils dénonceront sa nature antidémocratique sans que cela ne les engage à rien.

Et de demander à Sarkozy de liquider les bribes de démocratie qui demeure encore dans ce pays "*Puisque Nicolas Sarkozy dit qu'il a le sens de l'audace, alors, qu'il nous surprenne et qu'il propose une démocratisation profonde du système !*". Le PS s'en remet aux démocrates de l'UMP, on ne peut

être plus clair. Pendant que le PT s'en remet aux « *socialistes authentiques* » du PS. Je n'ose même pas vous dire quel lien existe entre ces deux attitudes, je pense que c'est assez clair.

A propos de la contre-réforme sur l'autonomie des universités, non seulement il est d'accord avec le gouvernement, il s'en réjouit, il demande qu'il aille encore plus loin dans la liquidation de l'université publique " *Pourquoi me plaindrais-je aujourd'hui de l'aboutissement heureux d'un chantier que j'avais ouvert en 2001 avec les présidents d'université ? Mais d'autres mesures audacieuses s'imposent : un plan pluriannuel de recrutement des professeurs et des chercheurs, l'égalité de traitement financier des étudiants des grandes écoles et des universités, la rénovation des campus, une révolution pédagogique.*" Vive la sélection par le fric !. Cela me fait dire que la collaboration de Claude Allègre avec le gouvernement Sarkozy n'était pas le produit d'une décision isolée ou qui aurait été prise uniquement au niveau personnel, la décision d'Allègre est en réalité le produit d'un accord collectif sur le fond entre l'UMP et le PS qui ne date pas d'hier.

Revenant sur l'échec électoral du PS : "*Mais nous avons été collectivement incapables de déjouer le coup de maître de l'adversaire qui a réussi, alors qu'il était numéro deux du gouvernement, à se présenter comme un homme neuf.*". En lisant ce propos, on se demande spontanément s'ils ne l'ont pas fait exprès, car il était enfantin de faire porter à Sarkozy la responsabilité de la situation sociale actuelle.

Il poursuit sur un ton léger qui tend à confirmer l'hypothèse que je viens d'émettre, comme si les dirigeants du PS avaient suivi minute par minute le déroulement de la campagne électorale sans rien faire pour tenter d'inverser son cours : "*Notre stratégie est apparue incertaine. Elle a jeté le doute. Il y a eu trop de changements de pied. On ne savait pas toujours ce que voulait la gauche.*" Si vous vous souvenez bien, toutes ces critiques sont apparues plusieurs mois avant le 6 mai.

Plus loin, il revient sur un point particulièrement intéressant, déformé ou occulté volontairement par ceux qui en appellent au front unique des partis et des organisations ou pire encore : "*Par des votes protestataires, nous avons gagné les régions, la moitié des départements et de nombreuses villes.*". Lang est parfaitement lucide, il sait très bien pour l'avoir déjà dit à l'époque, que les travailleurs n'avaient pas voté en 2004 pour le PS ou parce qu'ils avaient la moindre confiance dans ce parti réformiste bourgeois, mais uniquement contre le gouvernement.

Les opportunistes qui ont interprété frauduleusement ces "*victoires*" du PS en 2004 en copiant leurs maîtres du PT, proclament aujourd'hui qu'il est impossible de mobiliser le prolétariat sans en appeler aux dirigeants du PS et du PCF qui soutiennent Sarkozy-Fillon, car le font unique aboutit infailliblement à ce mot d'ordre : dirigeants du PS et PCF appelez les travailleurs à se mobiliser contre le gouvernement. C'est à mon avis prendre le problème à l'envers.

Partant de la constatation qu'il n'existe pas de parti révolutionnaire pour appeler à la mobilisation des masses populaires, ils vont jusqu'à prétendre que les masses vont se saisir de ces partis pourris pour se mobiliser et affronter le gouvernement. Question : faut-il les encourager à s'orienter dans cette impasse ? Pour quoi faire, dans quel but ? On sait à quoi a abouti à chaque fois cette démarche. Faut-il rappeler à ces amnésiques qu'il n'y a pas eu de grève générale en France depuis 1968, soit 39 ans ? Sans parler du dénouement, plutôt de la défaite du mouvement révolutionnaire de mai 68. A quoi à mener cette tactique appliquée dans le passé ? D'une part, à laisser la bourgeoisie mener à bien la majeure partie ou la totalité de ses plans réactionnaires. D'autre part, elle s'est traduite par notre incapacité à construire le parti et à maintenir en vie les partis traîtres PS et PCF aussi décomposés soient-ils aujourd'hui.

Mieux encore, ils vont jusqu'à prétendre que si la bourgeoisie n'a pas réussi à liquider tous nos droits ou acquis, ce serait grâce au front unique dont se serait emparé le prolétariat, alors qu'en réalité tout avait été fait pour qu'il n'ait pas d'autre choix. Le PS et le PCF ne sont pas indispensables au prolétariat et à son combat, c'est la situation créée par l'absence du parti révolutionnaire qui les rend incontournable, non pas parce que le prolétariat en appelle spontanément à ces partis, mais bien parce que ce sont les militants ouvriers qui adressent périodiquement des incantations en direction des dirigeants de ces partis pour qu'ils organisent la mobilisation du prolétariat. Si finalement les dirigeants du PS et du PCF appellent le prolétariat à la mobilisation, c'est pour venir en aide au gouvernement lorsque la situation devient tendue et comporte des risques de dérapages, on pourrait ajouter par crainte d'être débordé ou de laisser l'initiative aux militants révolutionnaires.

J'ai encore un autre argument à avancer contre l'emploi de cette tactique sur le plan politique sans le moindre discernement. On semble ne considérer la situation qu'à court terme et poursuivre un objectif immédiat qui correspond au mouvement spontané des masses. Or, non seulement nous n'avons pas à nous plier aux exigences du mouvement spontané des masses guidé par des illusions dans le régime, sauf une fois de plus à les encourager dans cette voie et à s'asseoir volontairement sur notre programme, alors que notre principale tâche en tant que militant révolutionnaire consiste à les aider à prendre conscience de la nécessité d'en finir avec le régime capitaliste. A ma connaissance, notre tâche politique ne consiste pas à rendre le capitalisme plus supportable aux masses, mais à construire un parti révolutionnaire pour le renverser, ni la formation d'un gouvernement de front populaire qui ne peut constituer qu'un obstacle nous empêchant d'atteindre notre objectif comme l'ont amplement prouvé les expériences passées.

Cette ligne politique ne conduit pas à faire progresser la conscience de classe du prolétariat pour l'amener à poser correctement la question du pouvoir politique comme on a pu encore s'en apercevoir lors des dernières élections, parce que son seul objectif consiste à faire reculer le gouvernement sur des revendications strictement économiques ou sociales, elle se situe essentiellement sur le terrain économique au lieu de se situer sur le terrain politique, autrement dit, en se situant sur le terrain économique, elle subordonne le combat du prolétariat au régime politique en place.

Au contraire, je pense qu'il faudrait partir du constat que de larges couches du prolétariat rejettent la politique du gouvernement qui bénéficie du soutien ou de la neutralité bienveillante du PS, du PCF, de la LCR, de LO et du PT, que pour cette raison le gouvernement va pouvoir appliquer assez facilement son programme, ce qui pose la question urgente et déterminante du combat contre le gouvernement, les institutions et la constitution de la Ve République qui passe obligatoirement par la construction du parti pour pouvoir ouvrir une issue politique conforme aux intérêts du prolétariat.

Ce n'est pas parce que le parti n'existe pas que nous ne pouvons pas proposer une issue politique au prolétariat ni poser la question du pouvoir politique.

Si l'on suit le raisonnement de nos détracteurs, comme nous ne sommes pas en mesure d'agir pour imposer à la bourgeoisie cette issue politique, nous n'aurions aucune issue politique à proposer que cela reviendrait au même. C'est exact, à une condition seulement : que l'on ait perdu de vue que la seule tâche que nous sommes capables de remplir aujourd'hui réside dans la construction du parti, et que pour cette raison notre orientation politique ne devrait être déterminée ni en fonction du mouvement spontané des masses ni par la tactique des appareils du PS et du PCF, mais elle devrait être subordonnée à la seule tâche que nous sommes en mesure d'accomplir en partant du niveau de conscience actuel du prolétariat le plus déterminé à combattre le gouvernement, la construction du parti.

Au lieu de nous donner des objectifs que nous ne sommes pas capables d'atteindre parce nous n'avons pas les forces nécessaires pour qu'il en soit autrement, vous pensez qu'avec nos faibles moyens nous allons imposer quoi que ce soit à Sarkozy, vous voulez rire ou quoi, nous ferions mieux de tout mettre en œuvre pour réaliser la seule tâche qui dépend uniquement de nous et dont nous sommes comptables : la construction du parti.

Si au lieu de vous acharner à coup de front unique à vouloir empêcher Chirac de réaliser son programme, ce qui n'a mené à rien, vous l'aviez combattu en reliant la nécessité d'en finir avec le régime qui découlait de chaque mesure réactionnaire prise par Chirac, la question déterminante du rôle du parti aurait surgi immanquablement au cours de la discussion avec les travailleurs comme une nécessité à son tour pour avancer concrètement dans cette voie.

Nos détracteurs continuent de s'en remettre au PS et au PCF pour ouvrir une issue politique aux masses, alors que le siècle qui vient de s'écouler a largement démontré l'inanité d'une telle prétention, y compris et surtout lorsque ces partis furent au pouvoir, avant et après la seconde guerre mondiale, puis à partir du 10 mai 81. L'hypothèse invraisemblable qui figurait dans le *Programme de transition* a été confirmée par l'histoire.

A partir du moment où les masses en avaient déjà fait l'expérience, à aucun moment, la formation d'un gouvernement PS-PCF n'aurait dû constituer un objectif politique pour nous comme pour les travailleurs qui savaient depuis belle lurette à quoi s'en tenir sur ces partis.

Les multiples expériences du passé ont démontré que lorsque le PS et le PCF se situent sur le terrain politique, c'est uniquement pour soutenir les institutions en place, et le reste du temps, ils se situent sur le terrain économique en gérant la société pour le compte du capitalisme. Déterminer sa tactique en fonction des appareils ne peut conduire qu'à subordonner le mouvement ouvrier aux appareils.

Puisque nous entrons dans la période des vacances d'été, j'invite vivement les camarades à lire ou relire *Que Faire ?* de Lénine, à le lire lentement et très attentivement, à s'arrêter à chaque phrase si nécessaire, à prendre des notes, et pourquoi pas à poser des questions auxquelles nous essayerons de répondre afin d'alimenter la discussion et d'avancer vers le regroupement des militants révolutionnaires sur des bases saines, et non en répétant pour l'énième fois les erreurs du passé.

Selon nos détracteurs, nous n'aurions le choix qu'entre deux attitudes : soit rester les bras croisés pendant que les mauvais coups nous tombent dessus quotidiennement, soit nous en remettre au front unique avec des crapules du genre Kouchner, Jouyet ou Bockel. Dans les deux cas, ces comportements seraient dictés par l'absence du parti. J'ai déjà répondu sur ce point.

Je vous propose une autre voie, celle du combat sans concession contre le gouvernement, les institutions et la constitution de la Ve République, en intervenant en tant que militant révolutionnaire dans la lutte des classes sur la base de notre programme, sous notre drapeau, celui de la révolution socialiste et non en tant que vulgaire trade-unioniste comptable de la satisfaction ou non de telle ou telle revendication immédiate, en aidant la classe ouvrière à faire le lien entre les attaques du gouvernement et l'incapacité du capitalisme à appliquer une autre politique, d'où la nécessité de l'abolir et de poser les bases d'une société basée sur le bien-être collectif et non sur celui d'une minorité d'exploiteurs, en l'aidant à prendre conscience que chaque revendication économique ou sociale trouve sa traduction au niveau politique le plus élevé, afin de lui proposer une perspective politique que la question de la construction du parti concentre à cette étape de la lutte des classes.

Comme je l'ai déjà écrit à plusieurs reprises, il est toujours possible de continuer de se raconter des histoires, de se lamenter, de se prendre pour ce que l'on n'est pas, répéter toujours et encore les mêmes erreurs et prétendre qu'on a raison malgré tout. A quoi cela mène-t-il ? A recruter 2 ou trois militants par an pendant deux décennies et déclarer solennellement : nous sommes les plus nombreux ? Où va se fourrer décidément la misère humaine (intellectuelle) me suis-je dit en lisant ce genre de propos provenant du responsable d'un groupe de militants ? Le pire c'est qu'il est convaincu que cet argument serait suffisant pour prouver la justesse de sa ligne politique, alors que l'expérience pratique a démontré exactement le contraire.

La LCR et LO sont sensiblement sur la même ligne politique trade-unioniste, économiste ou réformiste comme vous voudrez, ou le combat politique se réduit en fait aux luttes pour les revendications immédiates, au mouvement spontané des masses. Le PT a pour seul objectif de détourner les masses des institutions de la Ve République en les baladant du côté de Bruxelles, Strasbourg ou Berlin. Les militants du PT comme ceux de la LCR ou de LO en sont réduits à jouer exclusivement le rôle de militants syndicaux réformistes après avoir abandonné le programme de la révolution prolétarienne.

Des regroupements de militants s'opèrent actuellement.

Le groupe CPS- cercle a fusionné récemment avec le CRS-comité pour former le Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, en fait ce groupe s'est reformé en partie après plusieurs scissions depuis 1984, si je ne me trompe pas. Le groupe CRI participe au forum de résistance social qui regroupe plusieurs organisations et syndicats de jeunesse ou d'étudiants, de lycéens. Le groupe CCI-T, La Commune, Le militant et le Club Liaisons Socialisme Révolution Démocratie prennent des initiatives communes, tracts, réunions ou meetings. Il existe aussi des dizaines de groupes, comités, cercles ou club, dont le groupe bolchevik, le GSI, etc.

Ces différentes initiatives sont intéressantes si elles peuvent contribuer à réaliser un front unique des révolutionnaires. Je ne m'engagerai pas davantage, car je pense que tant qu'une clarification politique n'aura pas eu lieu, il sera impossible d'avancer dans la construction du parti. Peut-être que ces rapprochements y contribueront, je n'en sais rien, espérons-le. Mais sans faire un inventaire détaillé, précis et sérieux du passé, ce sera impossible, c'est mon point de vue.

A mon niveau et du fait de mon isolement, mes moyens sont forcément limités. Je ne peux aller au-delà du travail que je fournis quotidiennement pour essayer de faire avancer la discussion. J'ai fourni des pistes de réflexion, j'ai posé de nombreuses questions que peu de dirigeants ou responsables osent encore se poser. J'ai émis des hypothèses et des analyses qui tranchent avec les idées reçues. J'ai employé une méthode qui rompt je pense tout aussi radicalement avec le dogmatisme et le sectarisme qui ont envahi nos rangs, en permettant à des idées différentes ou opposées de se côtoyer et de s'exprimer librement. J'ai commencé à mettre en lumière de quelle manière l'idéologie réformisme a gangrené nos rangs au fil du temps en l'absence d'une direction capable d'analyser l'évolution de la situation politique depuis 1945. Pour finir, j'ai essayé modestement de m'inspirer des enseignements de Lénine et Trotsky en prenant soin autant que possible de ne pas les retranscrire à la lettre, mais il faut bien admettre aussi qu'ils ne nous ont pas donné de recettes toutes faites pour la période actuelle, contrairement à ce que veulent nous faire croire ceux qui ne jurent que par le *Programme de transition* ou je ne sais quel ouvrage, c'est donc à nous que revient d'essayer de comprendre la situation et les tâches à accomplir quitte à commettre des erreurs que nous rectifierons au regard du déroulement de la lutte des classes.